

Avantages juridiques pour les membres

En Action

Solutions juridiques - Entreprise pour les membres d'association

Exploiter une entreprise vient avec son lot de surprises : certaines sont agréables et gratifiantes sur le plan financier, mais d'autres, comme des conflits d'ordre juridique, peuvent être coûteuses, stressantes et longues à gérer. Un contrat Solutions juridiques - Entreprise d'ARAG vous protège en vous aidant à économiser du temps et de l'argent, tout en garantissant que vos risques juridiques soient bien gérés.

En regroupant les services suivants, un contrat **Solutions juridiques - Entreprise** d'ARAG vous protège en cas d'imprévus :

Assistance juridique*

Facilite la gestion d'une entreprise grâce à :

- un accès illimité à une assistance juridique téléphonique, à des services de soutien en ressources humaines et à une bibliothèque de documents juridiques
- un service d'examen de documents juridiques et de rédaction de lettres à caractère juridique simple
- Assistance en cas de vol d'identité



Assurance juridique*

La police couvre :

- le tarif horaire d'un avocat compétent présélectionné, dès le premier dollar dépensé
- les frais judiciaires, les coûts associés à l'obtention de rapports médicaux et les honoraires d'experts
- les dépens qu'un juge pourrait vous ordonner de payer si vous perdez votre cause

* Pour connaître tous les détails de l'assistance juridique, des services de soutien et de l'assurance juridique, notamment les garanties, les conditions, les exclusions, les limites et les franchises qui s'appliquent, veuillez lire le libellé du contrat.

Nous sommes là pour vous aider afin que vous puissiez vous concentrer sur l'essentiel : gérer et faire croître vos entreprises.

Nous protégeons votre temps et votre budget lorsque vous faites face à l'un de ces problèmes juridiques survient !



Litiges contractuels et recouvrement de créances

Alléguant que l'entreprise de Mayeesha n'a pas fourni tous les services indiqués sur un devis écrit, un client refuse de payer le montant convenu. Mayeesha sait que c'est faux et qu'elle devrait recevoir le plein montant.

ARAG va nommer un avocat afin de poursuivre le client et récupérer le montant dû.



Protection supplémentaire des employés

Un employé de Maya est poursuivi devant le Tribunal des droits de la personne par une ancienne collègue qui prétend avoir subi des dommages pécuniaires à la suite d'une discrimination illégale au travail.

ARAG va confier le dossier à un avocat et couvrir les frais juridiques dès le premier dollar dépensé.



Dommages corporels

Daniel, un représentant, part rencontrer des clients à l'extérieur du bureau à la demande de son employeur. En chemin, il trébuche sur un trottoir municipal mal entretenu et se blesse.

ARAG va confier le dossier à un avocat spécialisé en dommages corporels pour représenter Daniel et intenter une poursuite contre la municipalité.



Défense juridique

L'entreprise d'Antoine fait l'objet d'une enquête par l'autorité provinciale de réglementation en santé et sécurité à la suite d'un malheureux accident de travail.

ARAG va nommer un avocat pour défendre l'entreprise pendant l'enquête et si des accusations sont portées.



Défense juridique liée à un véhicule

En route vers un chantier, Gabriel est intercepté au volant de sa camionnette alors qu'il dépassait la limite de vitesse indiquée de 30 km/h.

ARAG va nommer un avocat pour le défendre et couvrir les frais juridiques dès le premier dollar dépensé.



Appels en lien avec le permis obligatoire

Martina découvre que le permis d'exploitation de sa clinique est suspendu suite à une enquête disciplinaire, en raison d'une infraction présumée aux lois provinciales applicables. Martina souhaite faire appel à la décision du comité.

L'ARAG désignera un avocat pour faire appel à la décision.



Protection des biens et de la propriété

Les places de stationnement de l'entreprise de Sanjay sont sans cesse occupées par les véhicules des locataires de l'immeuble voisin. Les clients n'ont nulle part où se garer et l'entreprise en souffre.

ARAG va nommer un avocat pour entamer des procédures et régler le problème.



Protection fiscale

Dans le cadre d'un contrôle des dépenses de l'entreprise de Bo, l'Agence du revenu du Canada annonce qu'un vérificateur se rendra sur place pour consulter ses dossiers.

ARAG va nommer un comptable ou un avocat fiscaliste pour faciliter le contrôle fiscal.

De plus, l'assistance juridique et les services de soutien sont...

fournis par des avocats et des spécialistes en ressources humaines. Ces experts sont là pour vous aider. Vous n'avez qu'à décrocher le téléphone et à composer un numéro sans frais.

Une protection qui assure la gestion éclairée des risques juridiques. • ARAG.ca